

*Déclaration de la Fraction Trotskyste – Quatrième Internationale*

# LA CRISE EUROPÉENNE ET LA LUTTE DES TRAVAILLEURS GRECS

## UN AVERTISSEMENT POUR LES PROLÉTAIRES DU MONDE ENTIER

### I. L'Europe, nouvel épicode de la crise capitaliste mondiale

1- Le chemin presque inexorable en direction du défaut de paiement de la dette grecque, l'explosion du problème de la dette publique en Europe, dans les pays du pourtour méditerranéen (Italie, Etat espagnol) comme au Portugal et en Irlande mais aussi dans certains pays centraux comme l'Angleterre et la France, les fortes tendances à la désintégration de la zone euro, voilà autant de preuves qui indiquent que l'Europe s'est transformée en l'épicentre de la seconde phase de la crise capitaliste mondiale.

L'annonce du « méga plan de sauvetage » a permis de gagner du temps par rapport aux dangers imminents qui planaient sur l'avenir de l'euro. Cela a également permis de gagner du temps pour les principales banques européennes, notamment allemandes et françaises, dont les portefeuilles sont remplis de bons du trésor grec mais également d'autres pays fortement endettés. Cette annonce, dont on ne connaît toujours pas avec précision les modalités de la mise en œuvre, ne résout cependant en rien les contradictions fondamentales de la zone euro touchée par la plus grande crise du capitalisme depuis les années 1930.

2- Après la récession brutale de la fin de l'année 2008 et de l'année 2009, cette seconde phase de la crise capitaliste se caractérise par la tentative des Etats d'éviter que l'effondrement antérieur ne se transforme en une dépression à travers d'énormes plans de sauvetage étatique du capital privé dans le cadre d'une contraction aiguë de leurs revenus, conséquence de l'effondrement économique. Alors que se fait sentir au niveau mondial une raréfaction de l'épargne interne des pays semi-coloniaux et dépendants et de certaines puissances impérialistes comme l'Allemagne qui au cours de la phase économique antérieure avaient financé le surendettement étasunien ou de certains pays à l'économie « florissantes » comme l'Etat espagnol, l'Irlande, l'Angleterre ou la Grèce, les nécessités actuelles gigantesques de financement des pays développés mènent à une guerre pour le financement entre pays et à une augmentation du

pois de la dette dans les pays impérialistes les plus faibles ou endettés. Cela ne leur fait pas seulement courir un risque réel de défaut de paiement, mais augmente également le coût du financement pour l'ensemble du système capitaliste.

3- La crise de surproduction mondiale n'a pas été résolue. C'est ce que démontre la surcapacité existante dans de nombreux secteurs -malgré le redémarrage économique conjoncturel- ainsi que la persistance de grands déséquilibres de l'économie internationale antérieurs à la Grande Récession de 2008-2009 qui peuvent se lire dans les tensions monétaires et commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. L'épuisement du cycle de financement facile peut être le coup de grâce de la reprise fragile et anémique de l'économie mondiale et entraîner une nouvelle récession. C'est ce que prouve l'inquiétude d'Obama qui appelé à maintes reprises Merkel au cours du week-end afin de régler une situation européenne jugée incontrôlable, ainsi que les coups de fils postérieurs à Zapatero, lui demandant instamment de mettre en œuvre le plan d'ajustement espagnol.

### II. Une attaque déflationniste jamais vue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : une réalité en Grèce qui se prépare dans toute l'Europe

4- Les mesures exigées à la Grèce contre le « sauvetage » de sa dette publique constituent l'attaque déflationniste la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : diminution du niveau de vie des travailleurs par la baisse des salaires, augmentation du chômage, ruine des petits producteurs agricoles et de la petite bourgeoisie urbaine. Le but est de liquider les conquêtes historiques des travailleurs grecs. Le plan d'ajustement et d'austérité imposé par le PASOK, le FMI et l'UE est similaire à ceux appliqués par la bourgeoisie durant les années 1930, pendant et après la Grande Dépression. Cette attaque en règle implique une baisse significative du niveau de vie, affectant principalement les travailleurs du secteur public et



les retraités. Toutefois, les travailleurs du secteur privé sont également visés par l'augmentation de la TVA alors que les garde-fous contre les licenciements sont fortement désarticulés. Moins d'un demi-siècle après sa création le PASOK a aboli toute une série de conquêtes ouvrières, les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois, a rogné les congés payés dans le secteur public, a modifié l'âge de départ à la retraite et allongé les années de cotisation pour une pension jusqu'à 18 % inférieure pour les nouveaux retraités à partir de 2011.

5- Ces mesures réactionnaires et anti-ouvrières loin d'éviter la banqueroute du pays peuvent l'accélérer. Le brutal ajustement provoquera une profonde récession, augmentant le déficit fiscal, générant des banqueroutes et des pertes significatives liées à des recettes fiscales en baisse, un niveau élevé d'impayés des ménages alors que la Grèce est un des pays où le taux d'épargne est le moins élevé et que la culture de l'économie souterraine y est très forte. Cette situation se voit clairement dans la fragilité dans laquelle se trouvent les banques grecques qui sont témoins de fuites importantes de capitaux. Mais la faillite possible de son système bancaire advient à un moment où il n'y aurait plus de ressources disponibles pour les nationaliser ni même en garantir les dépôts. C'est en ce sens que la Grèce se rapproche chaque jour un peu plus du scénario qu'a connu l'Argentine durant la crise de 1999-2001 et qui s'est soldée par la dévaluation de la fin 2001-début 2002. Dans le cas argentin, la crise a mis trois ans pour atteindre son point culminant. Dans le cas grec, dans le cadre d'une crise historique du capitalisme mondial est loin d'être terminée, le dénouement pourrait être beaucoup plus rapide.

6- Ce que vit la Grèce n'est autre que ce que pourraient vivre les travailleurs européens et les secteurs populaires dans leur ensemble. Les premières cibles sont le Portugal et l'Etat espagnol. Lisbonne a reçu l'ordre d'avancer dans la rigueur et de stopper

ses programmes d'investissement public. Madrid a été condamné à « un gel budgétaire préventif » en contrepartie du plan de sauvetage de l'euro décidé à la dernière minute par les ministres des Finances de l'Union Européenne le dimanche 9 mai au petit matin après que Merkel a lourdement tancé le Premier Ministre espagnol. Il lui est exigé une profonde réforme du marché du travail avec plus de facilité pour les licenciements et une plus grande précarisation de la main-d'œuvre. Zapatero a répondu mercredi 12 mai par l'annonce du plus grand plan d'austérité jamais mis en œuvre depuis la fin du franquisme. Jamais au cours des crises des années 1970, 1980 et 1990 on n'avait encore osé baisser les salaires des travailleurs du secteur public de 5 %. Du temps d'Aznar, un simple gel des salaires avait été imposé. Le « chèque bébé » (allocation-naissance) a même été supprimé alors que le gouvernement espagnol annonce une réduction des dépenses sociales et d'aide au développement.

Ce sont là les cas plus aigus de la crise capitaliste européenne, mais l'offensive de l'ensemble des gouvernements de l'UE cherchant à supprimer ou diminuer des droits fondamentaux comme la retraite anticipée, la santé publique gratuite et les prestations chômage est globale.

### III. La journée du 5 mai à Athènes et dans les autres villes grecques montre que l'application du plan d'ajustement ne sera pas de tout repos...

7- La massive grève générale politique du 5 mai dans les principales villes grecques et la tentative d'assaut du Parlement à Athènes montrent que l'application de ces plans draconiens ne sera pas facile pour les gouvernements des bourgeoisies européennes. Ces actions n'ont certes pas réussi à bloquer le vote du Parlement du plan les députés du PASOK et quelques

députés de droite. Elles ont cependant effrayé l'ensemble de la bourgeoisie grecque, européenne et même nord-américaine, avec un effondrement passager des indices de Wall Street, qui craint que ces actions violentes se répètent en Grèce et dans d'autres pays d'Europe si le seul avenir offert aux travailleurs et à la jeunesse est la rigueur et l'austérité.

8- Le principal obstacle à une réponse d'ensemble des masses sont les directions syndicales, bureaucratiques et réformistes. En Grèce, la Confédération Nationale des Syndicats de Grèce, GSEE, qui regroupe le secteur privé, a refusé d'appeler à la grève générale au nom du fait que le secteur privé ne serait pas fondamentalement touché par la rigueur, agissant davantage comme une courroie de transmission du gouvernement que comme représentant des intérêts des travailleurs. L'annonce du troisième plan de rigueur décidé par le gouvernement, le plus brutal, le 2 mai, a finalement obligé la GSEE à appeler à une grève générale le 5 mai aux côtés de la confédération du public, ADEDY. La crainte que la situation n'empire est une des préoccupations centrales du très conciliant secrétaire général d'ADEDY, Papaspyros. Ce dernier a déclaré que les mesures d'austérité annoncées « étaient insupportables pour la société grecque et que personne n'est en mesure de prévoir ce qui va se passer ». Montrant aussitôt néanmoins le rôle que jouent les directions syndicales dans la contention et la déviation de la mobilisation populaire, une des béquilles centrales sur laquelle s'appuie le gouvernement Papandréou, Papaspyros s'est empressé d'ajouter que « les syndicats feront tout ce qui en leur pouvoir afin que le coût des mesures d'austérité soit plus également réparti, sans avoir néanmoins la moindre intention de faire le jeu de ceux qui spéculent contre la Grèce ». On ne peut faire plus clair en termes de justification de la nécessité du plan d'austérité et d'appui aux mesures sensées aider à résoudre le déficit grec.

9- Tant la GSEE qu'ADEDY ont condamné la tentative des travailleurs d'empêcher le vote du Parlement, s'associant au chœur des réactionnaires qui accuse « les manifestants violents » de mener la Grèce au bord de la faillite. Cette orientation des directions syndicales vise à séparer l'avant-garde des masses, alors que parmi celles-ci une fraction importante soutient le plan d'ajustement, terrorisée par le scénario de banqueroute que le gouvernement brandit comme seule perspective si les Grecs ne se plient pas à la rigueur. Cependant la profondeur de la crise et l'absence d'améliorations même partielles pendant des mois ou même des années pourraient miner cette base de soutien que le gouvernement conserve depuis le début de la crise en dépit de sa politique déflationniste. Ces attaques directes contre les masses, ces nouvelles coupes budgétaires pourraient générer les conditions d'une mobilisation comparable aux

journées révolutionnaires qu'ont connues l'Argentine, la Bolivie et d'autres pays d'Amérique Latine au début des années 2000, avec cette fois la possibilité que ce soit la classe ouvrière qui occupe le devant de la scène.



#### **IV- Contre l'austérité et la rigueur, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise : attaquons les profits de la bourgeoisie et des créanciers internationaux**

10- Le plan du PASOK, du FMI et de l'UE condamne la Grèce à un énorme transfert de capitaux au profit des créanciers internationaux de la Grèce comme cela s'était déjà produit au cours de ce que l'on a appelé la « décennie perdue » en Amérique Latine dans les années 1980. Les travailleurs et le peuple grecs doivent s'opposer à ce scénario qui condamne à hypothéquer le présent et le futur de plusieurs générations en réclamant le non-paiement de la dette extérieure et le rejet de tout plan de privatisations, en exigeant la rupture avec les organismes internationaux comme le FMI et l'UE qui agissent imposent leurs diktats au peuple grec au profit des puissances impérialistes les plus fortes.

11- Le plan déflationniste de la bourgeoisie, qui va aggraver la récession et par conséquent rogner les recettes fiscales d'Athènes, générera de nouvelles secousses qui rendront inévitables la réouverture de négociations avec le FMI et l'UE. Cela impliquera très certainement la mise en œuvre d'attaques encore plus importantes que celles qu'ont connues le salariat grec jusqu'à présent, avec notamment la question de la possibilité de licenciements dans le service public ou d'en finir avec le cadre des négociations collectives. Le but sera de faire payer encore plus le coût de la crise aux travailleurs, aux jeunes et aux secteurs populaires. Les travailleurs doivent tout faire pour tenter d'arrêter cette machine infernale en défendant a contrario un programme qui s'en prenne aux profits et au patrimoine de la bourgeoisie et des politiciens corrompus qui en

sont l'expression. Le salaire ne peut être une valeur d'ajustement. C'est aux capitalistes de payer leur crise ! Pour un salaire permettant aux travailleurs et aux travailleuses de faire vivre leur famille décemment ! Non à la contre-réforme des retraites ! Face aux licenciements et à l'augmentation du chômage, il faut poser la question de la nationalisation sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie ! Pour l'expropriation immédiate des grands groupes capitalistes et des magnats grecs qui se vautrent dans le luxe tiré de la richesse produite par les travailleuses et les travailleurs.

**12-** Bien que le plan de sauvetage attaque centralement les conquêtes historiques des travailleurs, ces derniers ne sont pas les seules victimes du plan qui devrait être appliqué. Les petits paysans, les secteurs les plus paupérisés des classes moyennes, les jeunes des quartiers populaires, les immigrés subiront également violemment les conséquences de ces attaques. Les travailleurs en lutte doivent défendre un programme afin de gagner l'ensemble de ces secteurs et qu'ils ne tombent pas sous la coupe de la droite ou de nouvelles variantes bourgeoises qui ne manqueront pas de défendre, tirant profit de la crise, des orientations tout aussi néfastes à l'image des orientations souverainistes prônant la sortie de l'UE ou le retour à la drachme. Une rupture avec l'UE et un retour à la drachme, dans le cadre du capitalisme, ne pourraient qu'impliquer une dévaluation brutale qui donnerait le dernier coup de grâce au pouvoir d'achat des salariés, enfoncerait un peu plus encore les couches les plus pauvres des classes moyennes, et ce à travers une inflation importante ou des phénomènes d'hyper-inflation. Contre l'augmentation de la TVA annoncée par le gouvernement, il faut poser la question de l'abolition pur et simple de cet impôt injuste et la mise en place d'une imposition progressive du capital. Les banques grecques, pour leur part, alors qu'augmentait la dette du pays à travers des prêts engagés à l'étranger, utilisaient ces mêmes fonds pour faire de juteux profits en pillant, en bons représentants d'un impérialisme de seconde zone, les petits pays des Balkans. Avec la crise le secteur bancaire grec a plombé les ressources de l'Etat pour se maintenir à flot grâce au plan de sauvetage concédé à Athènes. Ce serait maintenant aux travailleurs, qui ne sont responsables ni de leurs opérations spéculatives hasardeuses ni de la tenue de leurs affaires, de payer la note ? Il faut exiger la nationalisation du secteur bancaire, sans aucune compensation, sous contrôle des travailleurs, et ce afin de garantir l'épargne des travailleurs et des couches populaires. Il faut lutter pour que les aides aux petits paysans soient maintenues et augmentées à mesure où leurs dettes ou hypothèques contractées doivent être annulées. Il est nécessaire enfin que les jeunes et les chômeurs soient partie prenante de cette lutte en exigeant la répartition des heures de travail entre

tous et toutes dans le cadre notamment d'un grand programme de construction de logements populaires et d'infrastructures socialement utiles qui permettrait à des dizaines de milliers de jeunes d'accéder à un salaire réels, et non plus de vivre avec les quelques 700 euros grâce auxquels subsistait jusqu'à présent toute une génération, 700 euros qui sont d'ailleurs devenus 500 aujourd'hui.

**13-** Le gouvernement du PASOK a montré sa vraie nature, clairement anti-ouvrière et il ne fait aucun doute qu'il livrera une partie de la souveraineté nationale au FMI et à l'UE. Face à sa politique « de sang et de larmes » il faut défendre la nécessité d'un plan de lutte qui culmine en une grève générale politique jusqu'à la défaite du gouvernement Papandréou, du FMI et de l'UE. IL faut imposer que la GSEE et ADEDY rompent avec le gouvernement. Il faut également exiger que PAME, le courant syndical lié au KKE, le PC grec, cesse ses actions isolées. Le front unique ouvrier est plus que jamais nécessaire afin d'affronter les attaques du gouvernement. Cette interpellation des directions syndicales actuelles doit s'accompagner de l'organisation des travailleurs et des travailleuses dans les entreprises à travers des assemblées et des comités d'usine qui devraient viser à se coordonner au niveau régional et national. C'est-là la seule issue pour préparer un contre-pouvoir face à la domination de la classe capitaliste. Les partis de la bourgeoisie, le PASOK et Nouvelle Démocratie, les partis des deux dynasties politiques, les Papandréou et les Caramanlis, qui se sont succédé à la tête du pays, sont les partis qui ont plongé la Grèce dans l'état actuel. Seul un gouvernement des travailleurs et de la petite paysannerie est capable de sortir la Grèce du marasme actuel et de tracer une issue progressive à la crise.





## V. Contre la crise de l'Europe du capital, la seule perspective réaliste est la lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe

**14-** La gravité de la crise actuelle met crument en lumière les contradictions de la construction européenne, à commencer par l'incapacité de l'UE à construire un super-Etat capable d'agir collectivement face aux grandes crises et de mener une politique et des opérations à l'étranger communes, y compris sur le plan militaire. La profondeur de la crise actuelle fait que la convergence d'intérêts qui marquait globalement depuis le début de la construction européenne les différentes politiques nationales -en dépit des tensions et des crises que la CEE et l'UE ont eu à traverser dans le passé- et dont le plus grand succès est le lancement et l'existence de l'euro ; cette convergence d'intérêt entre aujourd'hui en contradiction de plus en plus ouvertement avec les intérêts particuliers de chaque bourgeoisie nationale.

**15-** L'exemple le plus frappant de cette situation est la politique impérialiste ouvertement agressive de l'Allemagne au sein de l'UE. On assiste aujourd'hui à un tournant dans sa politique extérieure traditionnellement consensuelle ou de compromis (conséquence de sa défaite en 1945), comme on avait pu le voir dans le passé avec la signature des traités instituant la CECA en 1951 ou la CEE en 1957 et qui ont posé les bases de la construction européenne dans l'Après-guerre, jusqu'au Traité de Maastricht qui a permis la création de la monnaie unique à la suite de l'avancée qualitative qu'a signifié pour Berlin la réunification allemande. La politique extérieure allemande est alors devenue plus coercitive en cherchant à imposer ses vues. Elle a commencé à asseoir les bases d'une tendance allemande à la semi-colonisation non pas seulement des Etats

périphériques d'Europe centrale et orientale mais également des impérialismes les plus faibles de l'UE. Cette politique agressive de la puissance la plus forte d'Europe déstabilise le rapport de force actuel existant au sein de l'UE, non plus seulement entre les pays les plus forts et les plus faibles de l'Union, mais également entre les plus importants, à commencer par l'axe franco-allemand. En tirant à hue et à dia l'impérialisme allemand cherche une nouvelle forme d'expansion qui lui permette de sortir du cycle de croissance européenne de la décennie passée, désormais épuisé, basé sur le développement des capacités exportatrices de l'Allemagne en direction de ses voisins européens en échange du développement d'une bulle de l'industrie immobilière et du tourisme dans des pays comme la Grèce ou l'Espagne où les banques allemandes finançaient le développement de marchés capables d'absorber la production industrielle rhénane sans lui faire d'ombre sur le plan manufacturier. Le voyage de la chancelière Merkel à Moscou pour les célébrations du 65<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur le nazisme alors que d'autres dirigeants comme Sarkozy ou Berlusconi ne pouvaient s'y rendre en raison du dossier brûlant de la crise est une démonstration éloquent de la nouvelle orientation que compte adopter le principal impérialisme européen.

**16-** Dans l'immédiat cette tentative allemande a eu des répercussions inattendues puisqu'elle a provoqué un chaos économique plus important encore qui menace de faire couler l'ensemble des Etats tout en affaiblissant fortement le gouvernement Merkel. C'est dans ce contexte que Berlin a accepté de mauvaise grâce la décision prise par les 27, à l'exception du Royaume-Uni, de mettre sur pied un mécanisme d'aide financière de 750 milliards d'euros afin de rétablir la confiance dans la monnaie unique. Il ne s'agit cependant en aucun cas, comme le croient certains, d'un embryon de gouvernement économique de l'UE, ce qui voudrait dire qu'une étape supplémentaire aurait été franchie en direction de la formation d'un

Etat supra-national. Non seulement la situation de potentielle insolvabilité des pays du Sud de l'UE n'a en rien changé avec ces promesses mais les effets concrets du plan vont être d'approfondir les effets déflationnistes dans l'ensemble de l'UE, notamment dans les pays les plus touchés par la crise. Les autres pays européens pourraient bien connaître à l'avenir ce qu'est en train de vivre la Grèce. Dans ce cadre, bien que le plan permette de gagner du temps, il ne résout structurellement aucun des problèmes de l'UE et de la zone euro, traversée par des déséquilibres de fonds persistants que les gouvernements refusent de voir et de résoudre. Le plan a également sans doute liquidé toute possibilité pour l'euro de concurrencer le dollar comme monnaie de réserve mondiale. Il n'est pas exclu, une fois l'orage passé –si l'orage passe– que Berlin revienne à nouveau à la charge en demandant une restructuration de la zone euro plus en accord avec ses ambitions hégémoniques qui pourrait donner lieu à une résurgence des nationalismes en Europe. Dans cette équation, la lutte de classe en Grèce et la lutte de classe en général serait une entrave à toute tentative d'avancée impérialiste de l'UE, sous sa forme actuelle ou transformée avec un poids plus important de l'Allemagne.

**17-** En tirant profit en dernière instance de l'impasse stratégique dans laquelle s'est retrouvée la classe ouvrière en raison du contrôle stalinien et social-démocrate sur le salariat après 1945 puis, par la suite, de la démoralisation de notre classe après la restauration néolibérale, la bourgeoisie des différents pays impérialistes d'Europe a réalisé d'importantes avancées sur la voie de la construction européenne. Les limites de leurs intérêts nationaux sur la voie de la construction continue néanmoins à persister et à être infranchissables et chaque étape successive génère de nouvelles contradictions qui s'expriment dans toute leur acuité, menaçant de mettre à bas les axes fondamentaux du projet européen à l'image de l'euro. Dans ce cadre, face au marasme dans lequel se retrouve aujourd'hui l'Europe du capital ou face aux plans réactionnaires qu'entendent mettre en place les impérialismes les plus forts et qui pourraient alimenter encore d'avantage le venin chauvin et nationaliste<sup>1</sup>, la seule perspective réaliste est la lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe. La renaissance d'un mouvement ouvrier non contaminé par le cancer stalinien et social-démocrate –alors que les partis socialistes européens sont passés avec armes et bagages au social-libéralisme en se transformant dans de nombreux cas en partis bourgeois– rend cette perspective plus probable une

[1] Il suffit de penser par exemple à la campagne anti-grecque portée par la presse d'Outre-Rhin et reprise par nombre de politiciens allemands qui a fini par se retourner contre la chancelière Merkel comme le montre sa défaite aux élections régionales de Rhénanie du Nord.

fois que par ses luttes et ses propres expériences le salariat sera en mesure de se défaire de plusieurs décennies de carcan idéologique conservateur. C'est en ce sens qu'il est plus urgent que jamais de travailler à la construction de véritables partis révolutionnaires insérés dans la classe ouvrières et reliés à ses luttes et non pas à des raccourcis opportunistes à l'image de la Coalition de la Gauche Radicale (SYRIZA) grecque, du Bloc de Gauche portugais ou du NPA en France qui ne peuvent que mener l'avant-garde de classe à de nouvelles impasses. Echouer sur cette voie pourraient signifier que les courants d'extrême droite ultra-réactionnaires et xénophobes fassent leurs choux gras du désastre social actuel en faisant des travailleurs immigrés les boucs-émissaires de la crise.

## **VI. Pour la solidarité active avec les travailleurs grecs et la lutte contre les plans d'austérité de chaque gouvernement et bourgeoisie nationale impérialiste**

**18-** La grève générale politique des travailleurs grecs contre le plan d'austérité du PASOK, du FMI et de l'UE est un symptôme des luttes à venir en Europe et dans le monde. Tous les ouvriers et les jeunes d'avant-garde doivent se solidariser activement avec les salariés grecs, le secteur le plus avancé du combat contre les plans d'austérité qui se préparent dans le reste des pays, en Europe mais pas seulement. C'est le cas également aux Etats-Unis où la croissance incontrôlée des déficits budgétaires s'est aggravée dans la première phase de la crise.

**19-** Les travailleurs et les jeunes d'avant-garde doivent également se préparer pour affronter leurs propres gouvernements et bourgeoisies nationales, bien que certains, à l'image de Sarkozy et ses ministres, se refusent à parler de rigueur. L'affaiblissement des principaux gouvernements impérialistes en interne sera la meilleure arme pour faire retomber la pression qu'exercent les pays centraux les plus importants sur les impérialismes de seconde catégorie comme la Grèce. Cela ne peut se faire qu'en en finissant avec le chauvinisme national et en défendant les drapeaux de l'internationalisme prolétarien. La banderole déployée sur l'Acropole et sur laquelle on pouvait lire « Peuples d'Europe, soulevez-vous ! » est un avertissement lancé non seulement aux travailleurs d'Europe mais aux travailleurs du monde entier. En effet, si l'on devait entrer dans une nouvelle phase récessive de l'économie mondiale, les bourgeoisies et leurs gouvernements n'hésiteraient pas un seul instant à attaquer salaire et emploi par le biais de plans aussi drastiques que celui que connaît la Grèce en ce moment.